

Initiative « une ceinture et une route » : implications économiques pour l'Union européenne

Ke Dai*, Gengxin Dai# et Meixing Dai*

L'Initiative « une Ceinture et une Route » (一带一路倡议), lancée en 2013 par le président chinois Xi Jinping, vise à créer de nouvelles routes de la soie pour mieux relier la Chine à l'Asie du Sud-Est, à l'Europe en passant par l'Asie centrale, au Proche-Orient, à l'Afrique et à l'Amérique du Sud, à la fois par voies terrestre et maritime. Cette initiative aux dimensions multiples dotée des fonds colossaux pourrait avoir des impacts importants et durables sur l'économie mondiale. Ses effets économiques positifs sur l'Union européenne (UE) seraient plus ou moins importants selon les réponses politiques européennes.

Le président chinois Xi Jinping a lancé l'initiative de coopérations pour la construction de la « Ceinture économique de la nouvelle route de la soie » et de la « Route de la soie maritime du XXI^e siècle » en septembre et octobre 2013. A la base de cette initiative, la Chine contribue à la construction d'importantes infrastructures dans de nombreux pays tout en renforçant la coopération en matière d'investissement et de commerce, et en stimulant les échanges culturels, scientifiques et technologiques. Depuis, des progrès et des réalisations de formes multiples ont été accomplis sur les plans politique, économique et culturel.

L'intérêt croissant de nombreux pays suscité par cette initiative est démontré par l'organisation du Sommet de la coopération internationale « une ceinture et une route (C&R) » les 14-15 mai 2017 à Pékin (Beijing), Chine. Ce sommet a permis aux pays participants d'exprimer leurs idées, aspirations et propositions, et de mieux comprendre l'initiative C&R. Les échanges ont abouti à un consensus largement partagé sur son importance et ses perspectives.

La Chine accorde une attention particulière à la manière de déployer l'Initiative C&R dans un environnement international soumis à de profonds changements en cours et à venir. Elle cherche à établir, avec le moins d'obstacles possibles, une base solide pour sa réalisation. De façon croissante, active et ordonnée, la Chine fait sa promotion, et communique sur les politiques et mesures assurant sa concrétisation. Étant donné l'importance de la coordination avec les pays le long de C&R, la

Chine cherche à améliorer en permanence l'alignement de l'Initiative C&R avec leurs stratégies de développement.

Cinq ans après son lancement, la Chine a signé des documents de coopération avec plus de 100 pays et organisations internationales qui s'étendent de l'Eurasie à l'Afrique, en Océanie et en Amérique du Sud, créant ainsi des conditions politiques internationales propices à la réalisation de l'Initiative C&R.

Des facteurs défavorables continuent d'exister : le développement accéléré de la Chine a donné lieu à la « théorie de la menace chinoise » largement popularisée par les médias occidentaux puissants, face auxquels la communication chinoise s'avère inaudible. Dans ce contexte, certains pays ont des doutes sur l'intention stratégique inscrite dans l'Initiative C&R.

L'UE est, par son énorme poids politique et économique, une partie prenante importante de l'Initiative C&R. L'attitude et les décisions adoptées par l'UE en réponse à celle-ci sont des facteurs déterminants des tendances et développements futurs de ce grand projet planétaire.

L'objectif ambitieux de l'Initiative C&R

L'Initiative C&R est très ambitieuse et très innovante (Cheng 2017). Son objectif est de promouvoir le développement économique régional à très grande échelle et la prospérité conjointe via des coopérations mutuellement

* Université Hohai, Institut d'études commerciales, Chine. # Université de Qingdao, Institut d'études commerciales, Chine. * Université de Strasbourg, CNRS, BETA UMR7522, F-67000 Strasbourg, France.

bénéfiques. Sa réalisation se traduit par la construction d'un nombre important d'infrastructures (routes, chemins de fer, ports, aéroports, centres logistiques, oléoducs, gazoducs, réseaux de télécommunication) suivant un schéma cohérent et en complément des réseaux existants. Elle donne lieu à la création, pour les pays en quête de décollage économique, de zones économiques et commerciales spéciales dont certaines sur le modèle qui a donné naissance à Shenzhen, à l'instauration d'un cadre juridique et institutionnel favorisant les investissements directs et les échanges commerciaux dans les pays participants, et à une stimulation des échanges culturels et scientifiques.

L'Initiative C&R est fondée sur les principes suivants : 1) ouverture et coopération ; 2) harmonie et inclusion ; 3) opération basée sur les marchés ; 4) bénéfice mutuel pour les pays participants¹ ; 5) absence d'interférences dans les affaires politiques internes. Ces principes sont en cohérence avec les règles internationales. Ils impliquent le respect du modèle de développement de tous les pays, la recherche du consensus malgré des différences, et un certain éclectisme face à la diversité des pratiques économiques et des cultures. La Chine adhère pleinement à ces principes et ne cherche pas à exporter son modèle d'économie de marché socialiste. Elle peut toutefois partager les expériences tirées de la réforme et de l'ouverture de son économie². Ces expériences conduisent la Chine à mettre l'accent sur l'esprit entrepreneurial et le respect des lois de l'économie de marché. Ainsi, les entreprises joueront un rôle principal dans la réalisation de cette initiative. Les gouvernements participants ne sont qu'au service des entreprises. Toutefois, l'aspect politique n'est pas à négliger. La non-interférence dans les politiques internes et un partage équitable des gains entre les pays permettent aux projets C&R d'obtenir un soutien large des populations et d'éviter l'incertitude due aux changements de gouvernement.

L'Initiative C&R dépasse l'ancienne Route de la soie. Toutes les régions du monde peuvent y participer. Géographiquement, les nouvelles routes de la soie se décomposent en deux

¹ Jia (2017) analyse comment réaliser des gains pour tous les pays participants.

² Le PIB chinois a été multiplié par 60 entre 1978 et 2018. Pour comprendre l'ascension si fulgurante de l'économie chinoise durant les quarante dernières années sans interruptions, voir Dai (2016).

réseaux, distincts mais reliés entre eux, selon qu'elles sont terrestres ou maritimes³.

La « Ceinture économique de la Route de la soie » est composée pour l'instant de trois itinéraires principaux : le premier itinéraire relie la Chine à l'Europe (mer Baltique) en passant par l'Asie centrale et la Russie ; le second relie la Chine à l'Asie centrale et de l'Asie occidentale au golfe Persique et à la Méditerranée ; et le troisième itinéraire va de la Chine à l'océan Indien, en passant par l'Asie du Sud-Est et l'Asie du Sud. La « Ceinture » s'appuiera sur les principales villes situées le long des itinéraires, qui servent de piliers, et sur des zones économiques et commerciales spéciales pour créer un nouveau pont terrestre eurasiatique et des corridors de coopération économique Chine-Mongolie-Russie, Chine-Asie centrale et de l'Ouest, et Péninsule indochinoise.

La « Route de la soie maritime » relie, d'une part, les ports côtiers de la Chine à la mer de Chine méridionale et à l'océan Pacifique et, d'autre part, se jette dans l'océan Indien pour aller ensuite jusqu'en Afrique et en Europe. Les corridors économiques Chine-Pakistan, Bangladesh-Birmanie-Chine-Inde, et éventuellement bi-océanique Atlantique-Pacifique seront développés en étroite coordination avec les économies de « la Ceinture et la Route ». La « Route » s'appuiera sur les principaux ports pour former un ensemble des routes logistiques libres, sûres et efficaces, ainsi que des zones économiques et commerciales spéciales à construire à proximité de ces ports.

L'Initiative C&R regroupe déjà 74 pays représentant plus de 65 % de la population mondiale et 40 % du PIB mondial. Cette vaste région de C&R présente un potentiel de développement économique considérable si la synergie des pays concernés et les externalités positives et les économies d'échelle des grands réseaux d'infrastructures, industriels et commerciaux sont pleinement exploitées.

L'amélioration de la connectivité, avec la convergence des normes techniques, est une grande priorité pour l'Initiative C&R. Des investissements colossaux prévus dans les infrastructures au titre de l'Initiative C&R vont de 1 400 à 6 000 milliards d'USD. Ce type d'investissements a constitué l'un des

³ Pour une cartographie récente des nouvelles routes de la soie, voir <https://www.courrierinternational.com/grand-format/cartographie-avec-les-nouvelles-routes-de-la-soie-la-chine-tisse-une-toile-mondiale>.

facteurs importants du miracle de l'économie chinoise. Deux raisons principales du manque d'infrastructures dans beaucoup de pays, à savoir les contraintes de financement et le manque des capacités de planification, de construction et de coordination, n'auront plus lieu d'être avec l'Initiative C&R dès lors que leurs projets d'infrastructure présentent un intérêt économique suffisant dans un réseau global et respectent l'environnement et l'objectif du développement durable.

Dès le lancement de l'Initiative C&R, la priorité est donnée à la mise en place d'un mécanisme intergouvernemental à plusieurs niveaux pour le dialogue de politique générale en vue de chercher les intérêts communs, d'atteindre un consensus et de promouvoir la confiance politique. Des échanges sincères et fréquents sur les stratégies de développement, les plans d'action et les mesures concrètes permettent de fournir un soutien politique à la coopération dans les grands projets d'infrastructures.

Une autre priorité pour l'Initiative C&R est de réduire les entraves au commerce et aux investissements. L'Initiative C&R prévoit de rechercher activement des solutions pour faciliter les flux de commerce et d'investissement, d'éliminer les obstacles à ces flux, et de créer des zones de libre-échange. Elle prévoit également de renforcer les accords d'investissement bilatéral, de favoriser le processus intégré de R&D et la compatibilité industrielle régionale, et de soutenir la création des chaînes de valeur industrielles transnationales.

Les coopérations au niveau de la politique financière transfrontalière et la mobilisation des ressources financières sont primordiales pour le succès de l'Initiative C&R. Les questions à aborder peuvent concerner notamment la convertibilité et le règlement en devises, le marché obligataire asiatique et les émissions transfrontalières d'obligations libellées en RMB, mais aussi la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures, le Fonds de la Route de soie, la Nouvelle banque de développement des BRICS, et le Consortium bancaire Chine-ASEAN. Grâce aux étroites collaborations entre les pays participants, l'Initiative C&R devrait promouvoir la stabilité des systèmes monétaires, bancaires et financiers en Asie.

Enfin, l'Initiative prévoit la mise en place des mécanismes en vue de favoriser les échanges culturels, les échanges d'universitaires et de talents, la formation, et la coopération des médias. En effet, l'amitié entre les peuples est

un élément essentiel pour le succès de la Route de la soie. Développer un esprit de coopération amicale via ces échanges devait contribuer à la réussite de ces nouvelles routes de la soie.

Dans un contexte de montée du protectionnisme, la Chine veut via l'Initiative C&R renforcer ses apports à l'économie mondiale :

- Les entreprises chinoises, grâce à d'importantes activités de construction d'infrastructures en Chine durant les quatre dernières décennies, ont développé des compétences et des technologies permettant de construire des infrastructures de grande qualité à grande échelle à des coûts permettant de mieux assurer la viabilité financière des projets C&R. La réalisation de l'Initiative C&R se traduira par une amélioration des infrastructures (ports, routes, chemins de fer, aéroports, centres logistiques) et l'élimination des obstacles au passage des marchandises d'un pays à l'autre. Cela réduit les coûts de transport et les délais de livraison, favorisant ainsi un accroissement du commerce entre les pays connectés par ces nouvelles infrastructures⁴ et permettant d'accélérer l'industrialisation dans les économies le long de C&R et donc leur croissance future. Les effets de levier les plus importants devraient se manifester dans les pays où le manque d'infrastructures entrave le développement économique.
- La Chine a su créer des zones économiques et commerciales spéciales qui ont permis l'émergence des villes comme Shenzhen qui, d'un petit bourg en 1978, est devenue une ville de 12,5 millions d'habitants et le plus important centre d'innovations technologiques de la Chine. Dans ce domaine, la Chine a des expériences uniques utiles pour les pays en développement ou en transition. Ses expériences peuvent aider ces pays à se développer rapidement et à créer de la prospérité, et cela même dans les pays dans lesquels l'endettement public élevé les prive de marges de manœuvre pour retrouver le chemin de la croissance⁵.

⁴ Le temps de transit entre Shanghai et le Pirée est d'environ 22 jours, soit 10 jours plus court que la route entre Shanghai et les ports du Nord-Ouest de l'Europe tels que Rotterdam et Hambourg (Levitin et al. 2016).

⁵ Zhang et Zhou (2018) ont analysé un ensemble de facteurs déterminant le succès de ces zones, les condi-

L'Initiative C&R entraînera une multiplication des zones économiques et commerciales spéciales. Leurs effets directs et indirects devraient stimuler la croissance dans les pays participants.

- Les entreprises chinoises ont des ressources financières et ont développé des technologies qui sont adaptées aux pays en développement et en transition. L'amélioration des infrastructures en Asie, en Afrique et en Europe du Sud-Est et centrale dans le cadre de l'Initiative C&R semble essentielle pour libérer le potentiel d'investissement de la Chine et d'autres pays. Cela pourrait mener à la création d'emplois directs et indirects, dont la majorité est destinée aux travailleurs locaux.
- Enfin, l'Initiative C&R permet au marché chinois d'être plus accessible aux pays mieux connectés à la Chine. La Chine ne développe pas le commerce international pour accumuler des réserves de devises. L'un des objectifs importants du gouvernement chinois est d'améliorer le niveau de vie de la population. On peut s'attendre à une ouverture grandissante du marché chinois. Le premier salon international des importations de Shanghai en novembre 2018, l'unique initiative de cette nature dans le monde, est une illustration parfaite de la volonté de la Chine quant au rééquilibrage de son commerce extérieur. Le marché chinois des biens de consommation devrait atteindre 7 600 milliards de dollars américains d'ici 2020, à comparer avec 3 900 milliards en 2014 (Liu 2016). Cela se traduira par des importations croissantes des biens de consommation. Outre ces biens, la Chine a aussi besoin des biens d'équipement étrangers. Les nouvelles routes réduisent les coûts de transport et accroissent leur débouché en Chine et dans les autres pays le long de ces routes.

Ces apports de la Chine sont largement profitables aux pays participant à l'Initiative C&R et même, de par ses effets indirects, bénéfiques aux pays hostiles à cette dernière pour des raisons idéologiques ou géopolitiques. Sur la base d'une hypothèse d'investissements modérés liés à l'Initiative C&R dans les 15 ans à venir, Zhai (2018) a estimé à l'aide d'un modèle d'équilibre

tions à créer pour leur implémentation réussie ainsi que les risques potentiels.

général que les gains annuels dans le monde seraient d'environ 1 600 milliards de dollars en 2030, ce qui représente 1,3 % du PIB mondial annuel. Il s'attend à ce que plus de 90 % de ces gains soit capté par les pays participant à l'Initiative C&R. Celle-ci devrait également stimuler le commerce mondial de sorte que celui-ci connaîtrait une hausse supplémentaire de 5 % d'ici à 2030.

Le contexte politique et économique de l'Initiative C&R

Le monde fait actuellement face à de grands bouleversements : la crise financière internationale de 2008-09 continue à faire sentir ses effets ; l'économie mondiale se redresse lentement avec une divergence croissante entre les pays ; la structure des flux d'investissement et de commerce internationaux ainsi que les règles multilatérales les régissant sont en pleine mutation ; et l'avènement de nouvelles technologies de rupture, comme intelligence artificielle, crée une grande incertitude pour les agents économiques tout comme pour les décideurs politiques. Ainsi, tous les pays sont confrontés à des problèmes épineux sur le plan du développement économique.

Dans ce contexte, il est urgent pour la Chine de renforcer le processus de réforme et d'ouverture dans différents domaines afin d'augmenter son potentiel de croissance. Face à cet environnement international et aux difficultés internes de l'économie chinoise, faire des réformes mineures pourrait ne pas suffire. En effet, jusqu'en 2013, la Chine manquait d'une stratégie globale, et souffrait d'une myopie des acteurs nationaux incapables de discerner les grandes tendances futures et peu actifs face à un environnement international devenu moins propice à son développement.

L'Initiative C&R répond à ces défis en s'inscrivant dans la tendance de la multipolarisation, de la mondialisation économique, de la diversité culturelle et d'une société orientée vers l'information. Elle est conçue dans l'esprit de coopération régionale ouverte et s'engage à préserver le système de libre-échange mondial et l'économie mondiale ouverte.

Elle peut s'interpréter comme une réponse économique à un environnement géopolitique devenu hostile à la Chine du fait que les États-

Unis et ses alliés voient la montée en puissance pacifique de la Chine de plus en plus comme une menace. Cette théorie de la menace chinoise se propage malgré que la Chine invite l'Occident à abandonner la « mentalité de la guerre froide ».

En faisant grandir le gâteau à partager, la Chine espère éviter les conflits géopolitiques avec les puissances occidentales susceptibles d'entraver et de retarder sa montée en puissance pacifique. Si l'Initiative C&R se réalise, elle permet d'établir un nouveau modèle de coopération internationale profitable à tous les pays participants. Elle contribue à accroître la stabilité dans le voisinage de la Chine voire dans le monde, via une stratégie de développement efficace et une meilleure intégration des économies des pays participants.

C'est un mouvement allant dans la direction inverse de celles prises par les États-Unis avec l'arrivée de Donald Trump à la présidence. Ce dernier s'attache au principe « Amérique d'abord » et préfère agir de façon unilatérale, parfois même contre les intérêts des alliés stratégiques des États-Unis. Ce changement chez les Américains reflète le fait que le nouvel ordre international de l'après-guerre froide dirigé par les États-Unis est en difficulté. Plus précisément, l'économie mondiale fondée sur une financiarisation excessive ne peut plus assurer une croissance mondiale forte et bien répartie. L'Initiative C&R répond à un besoin urgent de l'économie mondiale et constitue une stratégie globale susceptible de stimuler la reprise de la croissance économique. La Chine veut devenir un pays très prospère et donc une grande puissance économique, mais sans pour autant devenir une puissance militaire globale, expansive et belliqueuse.

La Chine s'intègre de façon croissante au processus de mondialisation de l'économie mondiale tout en résistant à la globalisation financière avec une libéralisation du compte de capital très progressive. Étant consciente que ses quarante années de forte croissance sont indissociables du système de libre-échange mondial et du principe d'économie ouverte, elle s'engage fermement à les préserver. Par la vision stratégique de l'Initiative C&R, la Chine veut coordonner un nombre croissant de pays afin de renforcer leur coopération, de surmonter ensemble les difficultés conjoncturelles et structurelles, et de conjuguer leurs efforts pour préparer les conditions nécessaires à un meilleur développement dans le futur. L'Initiative C&R

peut ainsi se transformer en un moteur important du développement de l'économie mondiale.

Outre ce contexte international, l'Initiative C&R est motivé par des facteurs internes à la Chine (Huang 2016, Hu 2017). Son économie croît à un rythme moins élevé depuis quelques années, tout en s'exposant à un taux d'endettement de plus en plus élevé. L'importance du système bancaire parallèle, l'hypertrophie du secteur immobilier et les surcapacités de production dans de nombreux secteurs industriels constituent des risques majeurs de l'économie chinoise. Grâce à l'Initiative C&R, la Chine peut utiliser ses ressources excédentaires (capitales et capacités de production) pour satisfaire des besoins d'un grand nombre de pays qui manquent à la fois de ressources financières et de moyens industriels et technologiques pour construire des infrastructures essentielles à leur développement. De plus, l'Initiative C&R permet aussi à certaines entreprises chinoises, qui ne sont plus rentables à cause de la hausse de salaire en Chine, de délocaliser leur production dans les zones économiques spéciales le long des nouvelles routes de la soie. Sans cette initiative, l'économie chinoise devrait réaliser un ajustement structurel beaucoup plus douloureux pour réduire les surcapacités de production dans les industries sidérurgiques, de ciment, et d'équipements de transport et dans la construction.

Par ailleurs, l'Initiative C&R répond à un besoin de diversification des réserves de change. L'accumulation d'un montant de réserves en dollar gigantesque constitue un risque important dans un contexte où les États-Unis cherchent à intimider militairement la Chine. De plus, ne pouvant pas être investies librement dans les actifs américains du fait des blocages administratifs pour des « raisons de sécurité nationale », une bonne partie de ces réserves rapportent un taux de rendement réel très faible voire négatif à cause de la politique d'assouplissement quantitatif mise en œuvre par la Réserve fédérale suite à la crise financière globale de 2008.

Enfin, l'Initiative C&R crée des conditions favorables à la réalisation du schéma stratégique de la Chine, à savoir « Fabriquer en Chine 2025 ». En élargissant la taille des marchés et en augmentant les échanges d'information en recherche et innovations, l'Initiative C&R pourrait accélérer la transformation des réalisations scientifiques et technologiques, accroître la demande pour de

nouveaux produits technologiques, et faciliter l'amélioration de la qualité de l'offre chinoise.

L'Initiative C&R ne peut pas servir uniquement aux intérêts de la Chine. Pour obtenir un large soutien international, elle est conçue comme une nouvelle pratique de relations internationales basées sur la coopération, la consultation, la construction commune et le partage équitable des gains, permettant à l'avenir d'établir un ordre économique international inclusif et participatif.

C'est un projet d'importance globale et systémique de par sa taille et son impact. Un nombre croissant de pays en Asie, en Afrique et en Europe soutiennent l'Initiative C&R et veulent être participants actifs dans la réalisation des projets et s'activent à coordonner leur stratégie de développement avec celles des autres pays le long de C&R. Ces pays peuvent profiter d'une hausse des investissements, d'un renforcement des liens économiques, d'une meilleure coopération économique régionale, d'un commerce international accru, et donc d'une assurance supplémentaire contre les crises économiques. Il en résulte une convergence économique entre les pays favorable à la paix et à la prospérité dans le monde, qui profiteraient même aux pays qui n'y participent pas pour diverses raisons.

Grâce à l'Initiative C&R, la Chine a consolidé sa position sur la scène internationale et a rendu l'environnement international plus favorable, ce qui réduit les obstacles à la montée en puissance de l'économie chinoise et facilite l'objectif de renaissance de la nation à l'horizon 2049, c'est-à-dire que la Chine redevienne la première puissance économique du monde.

Plus particulièrement, la Chine a sensiblement amélioré les relations avec plusieurs pays voisins devenues très conflictuelles sous l'influence américaine via la stratégie d'« encerclement (endiguement) de la Chine » initiée par le président George Bush, mais interrompue par les attentats du 11 septembre 2001, et reprise finalement par l'administration Obama sous le nom de « Pivot vers l'Asie ». Les disputes territoriales et maritimes entre la Chine et plusieurs pays (dont le Vietnam et les Philippines parmi d'autres) sur les rives de la mer de Chine méridionale ont cédé la place à plus de

coopérations dans le cadre de l'Initiative C&R⁶. Le Japon, dont la relation avec la Chine s'est beaucoup dégradée depuis quelques années à cause des tentatives japonaises d'appropriation d'une île chinoise (Diaoyu Dao), ignore d'abord cette initiative et a ensuite adopté une attitude positive en accroissant ses investissements le long de C&R. Cette attitude est renforcée depuis la visite du premier ministre japonais Shinzo Abe le 25 octobre 2018 en Chine. Le Japon désire désormais de coopérer dans certains projets C&R. Cela pourrait s'interpréter comme une diversification de risque puisque le Japon a pris entre-temps des initiatives pour relancer l'axe indo-pacifique incluant États-Unis, Japon, Inde, Australie, et plus récemment la France⁷.

Le renouveau de cet axe indique un certain malaise chez ses membres face aux perspectives économiques et impacts politiques de l'Initiative C&R. L'Inde qui a des conflits territoriaux avec la Chine et le Pakistan s'oppose à l'Initiative C&R et particulièrement au corridor économique que la Chine finance et construit au Pakistan en arguant que le projet passe par un territoire (Cachemire) lui appartenant⁸. L'Australie est devenue au fil du temps le plus grand promoteur de cet axe au risque de nuire les relations avec son plus grand partenaire commercial qui est la Chine. Pour contrer l'initiative chinoise, des pays de cet axe tels que le Japon, l'Inde et plus récemment les États-Unis veulent aussi lancer des grands projets d'infrastructures en Asie et en Afrique.

Dans le reste de l'Asie, en Afrique, en Europe du Sud-Est et centrale, et même en Amérique, l'Initiative C&R a reçu un accueil plutôt favorable malgré des interrogations⁹. La Russie, malgré quelques doutes sur l'intention géostratégique de la Chine en Asie centrale,

⁶ Pour une étude sur les progrès de l'Initiative C&R au Vietnam, voir Jin (2018).

⁷ Voir Sun (2017) et Ekman et al. (2018).

⁸ Mao (2017) analyse comment le modèle de pensée de la diplomatie indienne a débouché sur cette situation. Voir aussi Ekman et al. (2018).

⁹ Pan (2018) a analysé le cas de l'Indonésie. Zhao (2018) traite l'alignement possible des stratégies de développement de la Chine et de la Malaisie. Voir Ekman et al. (2018) pour une analyse détaillée de l'attitude de la Russie et des pays de l'Asie du Sud-Est. Voir aussi le dossier spécial « Les nouvelles routes de la soie, forces et faiblesses d'un projet planétaire » de la revue *Diplomatie : affaires stratégiques et relations internationales*, n° 90, 34-61.

exprime son soutien à cette initiative, dans un contexte où elle est de plus en plus isolée par les pays occidentaux. Parfois, les positions peuvent connaître des revirements lors de changement de gouvernement dans certains pays comme le montrent les cas de la Malaisie, du Sri Lanka, des Maldives et de la Sierra Leone. Le risque de revirement est particulièrement grand lorsque les projets sont mal menés, entachés de corruption ou trop affectés par des facteurs politiques propres à ces pays. Ces quelques revirements constatés ainsi que les lacunes révélées dans certains projets réalisés ou prévus n'empêchent pas l'avancée de l'Initiative C&R qui devrait passer par un processus d'apprentissage.

L'adhésion à l'Initiative C&R par un nombre si important de pays n'est pas le fruit du hasard. Ces pays y voient beaucoup de facteurs favorables à sa réussite et des avantages importants pour leur propre économie :

- L'Initiative C&R développe un nouveau modèle de gouvernance mondiale, différente de la coopération internationale à caractère géopolitique du passé. Il ne s'agit pas d'une aide économique unilatérale par la Chine à des fins politiques. La Chine propose des coopérations mutuellement gagnantes dans le respect des systèmes politiques et des choix des pays partenaires. Les relations de partenariat, où les principes d'égalité, et de consultation et compréhension mutuelles sont mises en avant, favorisent ainsi la conjugaison des efforts des pays participants coordonnés via l'Initiative C&R en vue de créer un monde innovant, inclusif, plus ouvert, plus sûr, et basé sur les principes d'équité, de justice et de partage.
- Les projets C&R choisis seraient mutuellement profitables. La rentabilité financière des projets permet d'assouplir les contraintes financières et d'attirer plus de fonds publics et privés. En plus, les gains tirés des projets réalisés permettent de financer d'autres projets. Les projets rentables présentent un avantage considérable par rapport aux aides qui ne profitent pas financièrement à ses donateurs et sont susceptibles de générer un sentiment d'infériorité chez ceux qui les reçoivent.
- Les projets C&R reposent sur des partenariats public et privé, avec l'accent mis sur l'efficacité, la rentabilité et les innovations, ce qui devrait assurer une

plus grande chance de réussite financière des projets.

- Les pays le long de C&R, des économies en développement, émergentes ou développées, cherchent à redynamiser leur croissance et ont donc des points communs et des objectifs proches, jetant ainsi une bonne base pour une coopération mutuellement avantageuse. Ils peuvent partager les expériences réussies quant aux moyens et méthodes à employer pour accroître l'offre effective, pour réussir le changement de trajectoire de leur économie et pour promouvoir la modernisation.
- Les échanges des cultures et des universitaires/chercheurs contribuent au développement de la culture et de la recherche scientifique dans les pays participants, améliorant ainsi les conditions immatérielles essentielles pour une croissance harmonieuse et endogène. Ces échanges renforceraient les liens d'amitié et la compréhension mutuelle, ce qui accroît la possibilité de découvrir les bons projets et assure une meilleure exécution des projets déjà prévus.

Les pays participants entrevoient dans l'Initiative C&R des routes de paix, de prospérité, d'ouverture, de coopération, d'innovation et de civilisation. Leur participation massive accroît les synergies issues des projets C&R et donc leur probabilité de réussite, ainsi que les gains potentiels que chaque pays pourrait en tirer. Toutefois, comme toute stratégie, l'initiative C&R n'est pas immunisée contre tous les risques (Liu et Yang 2018).

Les effets économiques de l'Initiative C&R pour l'UE

Les multiples dimensions et les contours flous et extensibles de l'Initiative C&R rendent difficile l'analyse de ses effets économiques pour l'UE. Étant donné l'ampleur des engagements financiers prévus par la Chine et le grand nombre de pays souhaitant y participer, l'Initiative C&R est susceptible d'avoir des impacts importants sur l'économie de l'UE.

Un meilleur développement de l'économie mondiale a besoin des conditions préalables favorables, notamment la fourniture des « biens publics », la bonne coopération entre les pays, l'absence des interférences nuisibles

des politiques internes ou géostratégiques. Pour Cheng (2016), la Chine semble prête à fournir, via l'Initiative C&R, des biens publics bénéfiques pour tous les participants, qui incluent non seulement les différents réseaux physiques de connectivité, mais aussi des plate-formes de coopération multilatérale et bilatérale. Selon les soutiens et les contributions que l'UE apportera, l'Initiative C&R sera plus ou moins réussie.

Les gains économiques de l'Initiative C&R sur l'UE, dont le niveau dépend des choix en matière de politiques géostratégiques ou internes des pays membres, proviennent des sources suivantes :

- La construction des infrastructures peut réduire significativement le temps et les coûts de transport entre les différentes zones, et a donc un effet stimulant pour les échanges commerciaux entre l'UE et les pays de l'Asie et de l'Afrique. L'UE peut profiter d'un accès facilité à ces marchés.
- Les projets d'infrastructures et les projets de création des zones économiques et commerciales spéciales peuvent aider des régions en Asie, en Afrique, en Europe et en Amérique latine à se développer plus rapidement. Une meilleure croissance dans les pays le long de C&R peut accroître les débouchés pour les biens et services européens.
- Les entreprises européennes peuvent jouer un rôle dans les projets C&R, rendus possibles par l'engagement massif et résolu de la Chine. Les entreprises européennes peuvent aussi développer de grands projets, qui deviennent viables grâce à leur synergie avec l'Initiative C&R.
- La participation à l'Initiative C&R stimulera l'expansion économique des pays d'Europe du Sud-Est et pourrait même contribuer à surmonter leur position périphérique traditionnelle en Europe (Barisitz et Radzyner 2018). Une croissance plus forte dans ces pays contribuera à la stabilité de l'UE et de la zone euro, en améliorant la convergence et la cohésion au sein de l'UE.
- Une approche favorable de l'Initiative C&R par les pays membres de l'UE peut inciter les entreprises chinoises à accroître leurs investissements en Europe, aidant ainsi les entreprises européennes en

difficultés à se redresser et à se moderniser. D'autres entreprises chinoises, avec des technologies avancées, peuvent aussi investir et créer des emplois bien rémunérés dans l'UE.

- Les coûts budgétaires liés à l'accueil des immigrés font l'objet d'une discordance importante entre les pays membres. La Chine, grâce à l'Initiative C&R, contribue significativement à la croissance des pays pauvres et peut donc à terme aider l'UE à résoudre ses problèmes d'immigration¹⁰.

Sur la base des hypothèses d'impacts modérées, Zhai (2018) estime que les effets économiques liés à l'Initiative C&R, dus aux investissements, à la réduction des coûts du commerce et à l'amélioration de l'efficacité énergétique, pourraient avoisiner un gain annuel de 118 milliards de dollars (valeur 2011) à l'échéance de 2030 pour les 16 pays de l'Europe de l'Est et centrale, soit 4,6 % du PIB annuel de ces pays. Excluant les pays membres faisant partie de ces 16 pays, le reste de l'UE bénéficiera d'un gain annuel de 79 milliards de dollars, qui est plutôt modeste, soit 0,3 % du PIB annuel.

Les accueils mitigés par les pays membres de l'UE

Jusqu'à présent, onze pays membres de l'UE ont signé un accord cadre (*Memorandum of Understanding*) sur l'Initiative C&R avec la Chine¹¹ :

- 2015 : Bulgarie, Hongrie, Pologne, République Tchèque, Roumanie et Slovaquie ;
- 2016 : Lettonie ;
- 2017 : Croatie ;
- 2018 : Grèce, Malte et Portugal.

¹⁰ L'annexe du communiqué daté du 20 août 2018 du Ministère italien du développement économique (« *MISE: costituita la Task Force Cina* ») avance que les importants investissements de la Chine en Afrique (340 milliards, beaucoup plus que les 70 milliards annoncés par les analystes) ont produit déjà des effets visibles en termes de réduction des taux de pauvreté. Le gouvernement italien y voit une opportunité historique de coopération internationale non seulement pour trouver une solution solidaire et durable au problème de l'immigration en Europe, mais aussi des opportunités pour les entreprises italiennes.

¹¹ Voir "Cooperation agreements and MoUs under the Belt and Road Initiative", <https://www.beltroad-initiative.com>.

Le Portugal est le premier pays de l'Europe de l'Ouest à signer l'accord cadre le 5 décembre 2018 lors de la visite du président Xi Jinping malgré la pression d'autres pays de l'UE, dont la France, pour ne pas le faire.

Le gouvernement italien a exprimé via son vice premier ministre Luigi Di Maio dès septembre 2018 son intention d'être le premier pays du G7 à signer un accord cadre sur l'Initiative C&R avec la Chine et prépare un accord dans ce sens¹².

Ces pays voient dans l'Initiative C&R une opportunité pour accélérer le développement de leur économie ou/et pour réduire les difficultés financières pesant sur leurs finances publiques depuis la crise financière globale de 2008-09 et la crise de la zone euro de 2010-12.

Les pays membres de l'UE ayant de bonnes infrastructures profiteraient moins des projets liés à l'Initiative C&R, voire pourraient subir des préjudices pour certains d'entre eux. Par exemple, la montée en puissance du port du Pirée peut se faire en partie au détriment du port de Rotterdam. Malgré cela, ces pays en meilleure situation financière devraient laisser aux autres pays une chance de se développer, sachant que la cohésion de l'UE ne peut se faire en ignorant les difficultés ou/et le sous-développement des États membres de l'Europe du Sud-Est et centrale alors que l'UE manque des moyens financiers pour les aider suffisamment.

Des pays européens peuvent aussi craindre que leurs produits subissent une concurrence encore plus rude des produits chinois suite à une amélioration de la connectivité entre la Chine et l'UE. Ce risque est associé à une opportunité offerte par la possibilité de transporter des produits européens vers la Chine de façon moins chère et/ou plus rapide, qui incitera les entrepreneurs européens à découvrir les produits pouvant trouver un débouché en Chine. Les premiers trains arrivés de Chine sont repartis souvent vides, ils sont de plus en plus remplis.

En France, les acteurs ayant des intérêts commerciaux et des hommes politiques en lien étroit avec le milieu des affaires soutiennent

une approche pragmatique. Ils mettent en avant les opportunités offertes par l'Initiative C&R (Ekman et al. 2018, p. 49) et en particulier l'intérêt de coopérer avec les acteurs chinois dans les pays tiers en Afrique et en Asie. Des hommes politiques comme les anciens premiers ministres, Jean-Pierre Raffarin et Dominique de Villepin, suggèrent de surmonter une certaine peur en Europe face aux investissements chinois s'inscrivant dans une ambition économique qui a des répercussions très favorables d'un point de vue politique et culturel. Ils proposent de la considérer comme un ensemble de projets (d'infrastructure) précis auxquels il faut répondre de manière pragmatique. Par contre, le président Emmanuel Macron affiche clairement, le 2 mai 2018 lors de sa visite en Australie, sa préférence pour la stratégie d'axe indo-pacifique afin de préserver selon lui un développement qui repose sur des règles et les équilibres de la région, et d'éviter une hégémonie. Par cet affichage, la France s'éloigne de la perspective d'approfondissement de sa relation avec la Chine dans le cadre de l'Initiative C&R. Vu de Pékin, l'axe incluant les États-Unis, l'Inde, le Japon, l'Australie et la France prend évidemment la forme d'un encerclement de la Chine. Cette démarche peut nuire aux relations économiques entre la France et la Chine alors que l'intérêt pour la France de participer à un tel axe n'est pas évident.

La position de la France est partagée par l'Allemagne et plusieurs autres pays du Nord de l'Europe et a fortement influencé celle de la Commission européenne. Il y a une crainte évidente selon laquelle l'influence politique que la Chine gagnera grâce à l'Initiative C&R affaiblirait la cohésion au sein de l'UE et l'influence de l'UE dans les Balkans. Ainsi, l'UE ne se rallie pas pleinement à l'Initiative C&R mais est prête à coopérer de façon limitée avec la Chine pour développer la connectivité entre l'Europe et la Chine via l'Asie centrale tout en imposant un certain nombre de contraintes propres à l'UE. L'UE est aussi tentée de mettre en place une stratégie qui rivaliserait avec l'Initiative C&R selon le document récent publié par la Commission européenne (2018) concernant la connectivité entre l'UE et l'Asie. La Commission met beaucoup l'accent sur la transparence, le développement durable ou le financement responsable évitant le surendettement. En ignorant la Russie, l'UE limite l'ambition de sa démarche.

¹² Dans son blog « L'Italie : cap sur la Chine » du jeudi 23 août 2018 sur le site <https://www.solidariteet-progres.org>, Christine Bierre regrette : « Suite aux incohérences et à l'incompétence des politiques à Paris, c'est l'Italie qui établira la première, un partenariat stratégique avec la Chine et son Initiative Une Ceinture, Une Route. Une bonne leçon pour Emmanuel Macron qui doit apprendre à mettre la géopolitique gagnant-perdant au placard et s'essayer à la logique des accords gagnant-gagnant proposés par la Chine ! »

La position de l'UE dominée par une approche géostratégique

L'UE privilégie le scénario selon lequel la réalisation de l'Initiative C&R donne lieu à un gain potentiel peu important pour ses pays membres au niveau global mais surtout à des inconvénients¹³. La position de l'UE est dominée par celle de la France et de l'Allemagne dont l'approche vis-à-vis de l'Initiative chinoise repose essentiellement sur une analyse de *realpolitik* très partagée en Europe de l'Ouest. Selon Duchâtel (2018), cette analyse voit avant tout dans l'Initiative C&R un projet géopolitique de domination. Un certain nombre d'observateurs de la géostratégie considèrent que l'initiative chinoise est non seulement dirigée contre les États-Unis, clairement hostiles à ces nouvelles routes de la soie, le Japon qui avait initialement une position similaire à celles des États-Unis, et l'Australie qui suit l'attitude des américains, mais aussi l'UE¹⁴.

Selon Claude Martin (2018), un ancien ambassadeur à Pékin, l'UE s'est dès le début sentie doublement visée par cette initiative susceptible d'affecter durablement l'aménagement de son espace oriental, et surtout de la diviser à travers les démarches entreprises par la Chine dans des États membres de l'Europe de l'Est et centrale. Pour lui, les pays nouvellement entrés dans l'UE (en particulier les trois pays baltes, la Roumanie et la Hongrie) ont le plus « fauté » et sont même en état de « péché mortel », alors que l'Italie, l'Espagne et le Portugal sont entraînés sur une pente glissante par les quelques documents signés.

Parmi les grands pays qui partageaient ce type des réticences, le Royaume-Uni de Theresa

¹³ Dans leur rapport, Ekman et al. (2018) distingue trois scénarios : 1) C&R se développe et parvient à promouvoir une nouvelle forme de mondialisation, qui peu à peu fait référence ; 2) C&R se développe et s'oppose à d'autres formes de mondialisation ; 3) C&R se développe et puis s'essouffle. Les auteurs privilégient le 2^e scénario, qui semble être aussi le scénario privilégié par la Commission européenne.

¹⁴ Yu (2017) considère que l'Initiative C&R et l'autre initiative chinoise, à savoir la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures, placent la Chine au centre de la géopolitique et de la géoéconomie en Asie et au-delà. Une analyse géopolitique s'avère donc insuffisante pour comprendre les initiatives chinoises.

May a commencé à céder aux appels chinois après le Brexit, tandis que l'Allemagne et la France continuent à résister avec la Commission en mettant en avant le danger de l'Initiative C&R pour l'UE. Étant donné la diversité des intérêts des États membres, il est impossible pour l'UE d'opposer à l'Initiative C&R un front vraiment uni. Toutefois, la Commission peut agir sur la nature des règles de jeu en relation avec l'Initiative C&R en mettant en avant les normes, standards et règles de l'UE dans la coopération concernant les projets d'infrastructures de connectivité¹⁵.

Certains minimisent l'importance de l'Initiative C&R en avançant l'idée selon laquelle le projet de la route maritime de la soie n'a finalement que peu d'intérêt puisque la route maritime existe déjà. En effet, le commerce sino-européen emprunte déjà massivement la route Malacca-Suez, alors que le commerce par voie ferrée ne représente que 2 % du commerce entre la Chine et l'UE. La route Arctique reste encore très marginale. Pour les partisans de cette thèse, l'appellation de « route maritime de la soie » est un nouvel emballage des liens maritimes importants entre la Chine et l'Europe.

Ce point de vue est critiqué par Duchâtel et Sheldon-Duplaix (2018) qui partagent les conclusions de l'approche franco-allemande mais mettent en avant que l'Europe ne doit pas uniquement regarder les aspects de puissance et d'influence internationale de la route maritime de la soie. Pour eux, celle-ci s'inscrit dans une stratégie de l'« économie bleue » de la Chine, c'est-à-dire tournée vers les océans. Cette économie bleue représente déjà 9,5 % du PIB chinois en 2016. Du côté positif, la route maritime de la soie crée un espace de coopération pour l'économie bleue et pour des missions de sécurité maritime spécifiques. Du côté négatif, elle va accroître la compétition entre la Chine et l'UE dans le commerce maritime, la construction navale et les niches émergentes dans l'économie bleue, et pose un problème géopolitique pour l'UE du fait de la présence globale de la Marine chinoise et de la concurrence de la Chine pour l'influence internationale. Selon les deux auteurs, outre la réponse géopolitique à la française à cette stratégie chinoise, l'Europe devrait imiter la stratégie de l'économie bleue

¹⁵ Cosentino et al. (2018) ont réalisé une étude très documentée sur les possibilités de coopération entre la Chine et l'UE pour la connectivité entre l'Europe et l'Asie ainsi que des recommandations pour les mesures à prendre face aux nouvelles routes de la soie.

de la Chine en tant que moteur de croissance et de richesse, et encourager l'innovation pour répondre aux politiques industrielles et de R&D bien financées de la Chine.

L'histoire de l'Europe milite pour un jeu coopératif

L'Initiative C&R soulève à la fois des questions économiques et géostratégiques. Les hommes politiques les plus influents de l'UE ont souvent privilégié les aspects géostratégiques au détriment de l'économie.

On entend souvent que la construction de l'UE a contribué à faire la paix en Europe. Cette affirmation nous conduit à dire que si les pays européens avaient construit une union économique avant la première guerre mondiale, le monde aurait pu éviter deux guerres mondiales et des dizaines de millions de morts.

Depuis l'avènement des armes à destruction massive, la logique de conquête militaire en vue d'accaparer la richesse de tout un territoire ne fonctionne plus. Les guerres récentes en Irak et en Afghanistan, d'une échelle modeste, ont démontré combien les guerres modernes sont financièrement coûteuses pour leurs belligérants. La logique du colonialisme et de l'impérialisme est dépassée : la pratique de monopoliser les ressources et les marchés via des actions militaires ne génère plus de gain net positif et doit céder la place au partage des bénéfices économiques entre les pays souverains. Ensemble, ils devront construire un système économique global efficace où ils peuvent coopérer pour faire grandir la taille des marchés pour tous les acteurs et échanger équitablement.

Les alliances militaires devraient se limiter à la fonction de défense et de garantie de la paix. Elles ne devraient pas être sur le devant de la scène, de même que la diplomatie géostratégique. Cette dernière devrait céder la place aux partenariats économiques pour créer des conditions qui favorisent un développement plus rapide, plus juste, plus équilibré et plus durable dans le monde grâce à une meilleure allocation des ressources.

Les technologies et les ressources dont dispose l'économie mondiale permettent de créer une richesse beaucoup plus grande, et à toutes les personnes vivant sur cette planète d'atteindre un niveau de vie largement supérieur à ce qu'on connaît actuellement. Pour diverses

raisons, l'économie mondiale est loin de son potentiel. Les tâches pour mettre en adéquation les besoins non-satisfaits des uns et les ressources et facteurs de productions excédentaires des autres, immenses à l'échelle globale, ne sont pas si simples. D'innombrables facteurs nationaux et internationaux peuvent compromettre la chance pour l'économie mondiale de faire un grand bond en avant. Mais cette chance est belle et bien là.

L'UE ne devrait pas se focaliser sur ses problèmes économiques internes. Elle doit réfléchir aux problèmes économiques globaux dont la résolution peut aider l'économie européenne à retrouver un dynamisme de croissance. Ceci à son tour peut aider à régler beaucoup de problèmes tels que les déficits budgétaires et le chômage de masse affectant un certain nombre de pays membres de l'UE.

En économie, beaucoup de situations peuvent être caractérisées par deux équilibres possibles. Si deux parties coopèrent et partagent équitablement les gains, toutes les deux sortent gagnantes du jeu. Par contre, si elles s'engagent dans un jeu non-coopératif, les gains pourraient être minimes, voire négatifs (équilibre de Nash). Dans l'économie mondiale actuelle, il est difficile pour la Chine ou l'UE de jouer en cavalier seul. Le fait de jouer contre l'autre n'offre pas à l'évidence un meilleur gain par rapport au jeu coopératif surtout quand le réflexe géostratégique entre dans le jeu.

L'un des obstacles majeurs pour l'Initiative C&R est la relation entre l'UE et l'Union économique eurasiatique (UEEA). Vue la dégradation de la relation bilatérale entre l'UE et la Russie de Vladimir Poutine ces dernières années, l'UE soupçonne que l'UEEA est davantage un projet géopolitique russe qu'une véritable union économique entre ses membres, mais elle ne devrait pas la rejeter d'emblée selon Bond (2017). Ce dernier suggère qu'une approche novatrice de la diplomatie et de la coopération économique est envisageable sur une vaste étendue de terre et au profit d'une population importante. Pour lui, l'approche devrait être progressive, en commençant par des objectifs modestes et en visant à instaurer graduellement la confiance entre les parties, compte tenu des différences entre elles.

La manière de gérer la présence de l'UE dans la région indo-pacifique, par coopération ou confrontation avec la Chine, est déterminante pour le développement futur de l'Initiative C&R et ses effets finaux pour les deux parties

prenantes. L'incertitude géopolitique peut gravement affecter la coopération entre l'UE et la Chine dans les projets C&R. Une attitude hostile ou soupçonneuse vis-à-vis de la Chine peut conduire à une coopération commerciale, économique, scientifique et technologique au minimum.

Cesser les critiques non-constructives pour plus de coopération entre l'UE et la Chine

Il est courant d'entendre en Europe que la Chine surcharge en dette des pays de l'Asie et de l'Afrique, ou encore que la Chine pratique le néo-colonialisme. Ces critiques émanent souvent des Américains et des Australiens motivés par une logique d'encercllement de la Chine et sont basés sur une vision biaisée de la réalité. Des chercheurs européens et même américains, s'opposant à ces critiques avec des données objectives à l'appui, sont peu audibles sur le plan médiatique. L'acceptation de ces critiques, qui ont pris parfois une tournure de dénigrement, par les hommes politiques et les citoyens de l'UE peut les empêcher de faire des choix raisonnés et mutuellement bénéfiques quand il s'agit des relations avec la Chine.

Beaucoup de pays en développement, notamment africains, se sont surendettés dans le passé pour de mauvaises raisons et manquent cruellement de capitaux pour financer leur décollage économique. Pour financer les projets d'infrastructures ou/et de zones économiques spéciales, ils ont le choix entre des dettes nouvelles et des investissements directs. Si un pays ne veut pas de dettes supplémentaires et n'arrive pas à attirer des investissements directs, il ne reste que la pauvreté. Ce dernier choix, un choix par défaut, est donc le plus risqué. La Chine mélange de façon souple le financement par dette ou par participation directe. Parfois la partie chinoise est amenée à transformer les dettes en actions comme cela est le cas pour le port Hambantota au Sri Lanka. Si un projet est malmené pour diverses raisons économiques et politiques internes ou externes, la Chine, en tant que principal financeur, est la plus perdante. L'endettement n'est pas un problème en soi, la question est de savoir si les nouvelles dettes génèrent une création de richesse suffisante.

L'argument selon lequel la Chine pratique le néo-colonialisme n'est pas du tout fondé et a été vigoureusement démenti par les dirigeants africains eux-mêmes. La Chine ne cherche pas à interférer dans les politiques intérieures et à contrôler politiquement et militairement les pays aidés. Elle ne peut donc mériter cette critique

Au lieu de répéter ces critiques stériles et non fondées dans les médias et dans les discussions politiques, les décideurs de l'UE devraient s'attacher à développer un grand plan d'investissement, en concertation avec la Chine éventuellement, pour compléter les réseaux d'infrastructures en Afrique et pour aider les pays africains à mettre en place des conditions (éducation, formation, lois, sécurité, marchés, etc.) nécessaires pour faire décoller économiquement ce continent. A terme, l'UE peut en tirer des bénéfices importants tant sur le plan économique que sur le plan politique.

Conclusion

Les États membres de l'UE sont divisés entre deux visions opposées vis-à-vis de l'Initiative C&R. Une attitude favorable fondée sur une approche économique et pragmatique est manifestée clairement par des pays membres de l'Europe de l'Est et centrale en transition et les pays membres du Sud fortement touchés par les crises financières récentes. Les pays du Nord, y compris la France, affichent une attitude plutôt réservée justifiée par une analyse géostratégique et basée sur les craintes selon lesquelles la Chine est susceptible de diviser l'Europe et de s'appropriier les technologies européennes avancées qui aident la Chine à combler ses retards et à dépasser même en technologie les pays européens dans les décennies à venir.

L'UE, dont la position est déterminée principalement par la France et l'Allemagne, conçoit une réponse géostratégique à un problème surtout économique et tend à suivre la France dans son engagement au sein d'un axe indo-pacifique, qui semble ne pas apporter de gains économiques significatifs et peut même être contre-productif pour l'UE. Les pays favorables à l'Initiative C&R continuent à ignorer les pressions de l'UE mais peuvent être contraints par les règles fixées par la Commission européenne.

L'un des mythes fondateurs de l'UE, à savoir que l'UE contribue à la paix en Europe, nous incite à recommander à l'UE, mais aussi à d'autres puissances dans le monde, de mettre de côté les réflexes géostratégiques. Par contre, la coopération économique est profitable à tous les pays. Elle permet à l'Europe de résoudre un ensemble de problèmes insolubles à l'heure actuelle et de profiter d'opportunités futures dans les pays bénéficiant des projets de l'Initiative C&R.

Références bibliographiques :

- Barisitz, S. and Radzyner A. (2018), "The New Silk Road: Implications for Europe", *SUERF Policy Note*, Issue No 25, January.
- Bond, I. (2017), "The EU, the Eurasian Economic Union and One Belt, One Road: Can they work together?", *Policy brief*, 16 March 2017, Center for European Reform.
- Cheng, G. (2017), « Le sens théorique et l'innovation de « une Ceinture, une Route » », *Économie du Nord*, Centre de recherche sur le développement du Conseil d'État [J] 2017(10) (程国强, "一带一路"的理论涵义与创新, 国务院发展研究中心, 北方经济, [J]2017年10期, 第4-5页).
- Cheng, L.K. (2016), "Three questions on China's "Belt and Road Initiative", *China Economic Review* 40, 309–313.
- Commission européenne (2018), "Connecting Europe and Asia – Building blocks for an EU Strategy", Brussels, 19.9.2018 JOIN(2018) 31 final.
- Cosentino, B., Dunmore D., Ellis S., Preti A., Ranghetti D. & Routaboul C. (2018), « Étude réalisée pour la commission TRAN : La nouvelle route de la soie - débouchés et défis pour le transport européen », Direction générale des politiques internes.
- Dai, M. (2016), « La voie suivie par l'économie chinoise pour monter en puissance », *Bulletin de l'Observatoire des politiques économiques en Europe* 35, 15-23.
- Duchâtel, M. (2018), « Les nouvelles routes de la soie, enjeux maritimes ? ». Colloque : *Les nouvelles routes de la soie, la stratégie de la Chine*, Fondation Res Publica, 4 juin.
- Duchâtel, M., & Sheldon-Duplaix A. (2018), "Blue China: Navigating the Maritime Silk Road to Europe", *Policy Brief*, European Council on Foreign Relations, 23rd April.
- Ekman, A. (dir.), Nicolas F., Pajon C., Seaman J., Saint-Mézard I., Noisseau du Rocher S., & Kastouéva-Jean Tatiana (2018), « La France face aux nouvelles routes de la soie chinoise », *Études de l'Ifri*, octobre.
- Huang, Y. (2016), "Understanding China's Belt & Road Initiative: Motivation, framework and assessment", *China Economic Review* 40, 314–321.
- Jia, K. (2017), « Comment peut-on gagner tous avec « une Ceinture et une Route » ? », *Economie* n° 17, 9-9 (贾康, 一带一路如何多赢, 经济, 2017年17期, 第9页).
- Levitin, O., Jordan-Tank M., Milatovic J. & Sanfey P. (2016), "China and South-Eastern Europe: Infrastructure, trade and investment links". European Bank for Reconstruction and Development (EBRD).
- Liu, L.G. (2016), "Europe and China in the Global Economy in the Next 50 Years: A Partnership for Global Peace and Stability", *Intereconomics* 51(1), 37-42.
- Liu, S., & Yang L. (2018), « Risque et importance de la construction stratégique « une ceinture, une route » », *Économie collective de la Chine*, n° 32 (novembre), 47-48 (刘诗琦、杨丽, "一带一路"战略建设风险及意义, 中国集体经济, 2018年32期(11月), 第47-48页).
- Martin, Claude (2018), « Quelle stratégie chinoise derrière les nouvelles routes de la soie ? », Colloque : *Les nouvelles routes de la soie, la stratégie de la Chine*, Fondation Res Publica, 4 juin 2018, Paris.
- Zhai, F. (2018), "China's belt and road initiative: A preliminary quantitative assessment", *Journal of Asian Economics* 55, 84-92.
- Pan, Y. (2018), « La coopération sino-indonésienne dans le contexte de « une ceinture et une route » : réalisations, problèmes et mesures de réponse », *Recherche en décision stratégique*, n° 1, 60-67 (潘玥, "一带一路"背景下中印尼合作: 成果、问题与对策, 战略决策研究, 2018年第1期, 第60-67页).
- Jin, D. (2018), « Progrès, réalisations et perspectives de l'Initiative C&R au Vietnam », *Exploration académique* n° janvier, 25-30 (金丹, "一带一路"倡议在越南的进展、成果和前景, 学术探索, 2018年1月, 第25-30页).
- Mao, Y. (2017), « Examen du modèle de pensée diplomatique indienne à partir de la connaissance et de la réaction de l'Inde quant à « une Ceinture et une Route » », *Forum international* 19(1), 34-41 (毛悦, 从印度对"一带一路"的认知与反应看印度外交思维模式, 国际论坛, 2017年1月, 第19卷第1期, 第34-41页).
- Sun, D. (2017), « Cognition et réponse du Japon quant à l'Initiative C&R », *Trade Investment*, 2017.7, 117-118 (孙道凤, 日本对"一带一路"倡议的认知与反应, 贸易投资, 2017.7, 第117-118页).
- Yu, H. (2017), "Motivation behind China's 'One Belt, One Road' Initiatives and Establishment of the Asian Infrastructure

Investment Bank”, *Journal of Contemporary China* 26(105), 353-368.

Zhang, B., & Zhou F. (2018), « Défis et contre-mesures pour la construction de parcs industriels d’outre-mer de “la ceinture et la route” », *Les Prix des biens en Chine*, n° 12. (张波、周芳, “一带一路”境外产业园建设面临的

挑战与对策, 中国物价, 2018年第12期, 第13-15页).

Zhao, J. (2018), « Recherche sur l’alignement des stratégies de développement économique chinoise et malaisienne », *Économie Asie-Pacifique*, n° 1, 27-33 (赵江林, 中国与马来西亚经济发展战略对接研究, 亚太经济, 2018年1期, 第27-33页).